

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE**

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**  
**VENTOUX COMBAT VENAISIN**  
**84200 CARPENTRAS**

L'an deux mille vingt-quatre et le douze février, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DU CONSEIL DE**  
**COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU**  
**12 février 2024**

**Date de convocation :** 6 février 2024

**Mise en ligne le :** 6 février 2024

**Nombre de conseillers :** 60

**Nombre de présents :** 48 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 49 (à partir de la délibération n°7-24)

**Nombre de votants :** 55 (délibération n°3-24) ; 56 (délibérations n°1-24 à 2-24 puis délibérations n°4-24 à 6-24) ; 57 (à partir de la délibération n°7-24)

**Nombre d'absents :** 4 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 3 (à partir de la délibération n°7-24)

**PRÉSENTS :** **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Pierre BOURDELLES **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°7-24) **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Thérèse BAUDOUIN suppléante de Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :** Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Catherine RIMBERT à Bertrand de LA CHESNAIS - Jean-Marc ISSARTIER à Christiane MORIN-FAVROT - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON - Georges MICHEL à Louis BONNET - Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Michel BLANCHARD - Pauline DREANO - François ILLE - Alexandre KORMANYOS (jusqu'à la délibération n°6-24).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Dominique PLANCHER

**Conseil communautaire du 12 février 2024**

**Délibération n°33-24**

**Objet :** Renouvellement de la convention de service commun assistance sociale du personnel

**Conseil communautaire du 12 février 2024**

**Délibération n°33-24**

**Objet : Renouvellement de la convention de service commun assistance sociale du personnel**

**Le conseil communautaire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L5211-4-2,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, qui ne comportent pas de compétence en matière d'assistance sociale du personnel,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 30 janvier 2024,

Considérant que l'organisation et le fonctionnement du service commun d'assistance sociale du personnel tel qu'il a été créé en 2017 donne satisfaction et qu'il y a lieu de poursuivre cette organisation, tout en prévoyant quelques ajustements nécessaires,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1** : D'APPROUVER le renouvellement de la convention de service commun d'assistance sociale du personnel telle qu'annexée ;

**Article 2** : D'AUTORISER la Présidente à signer ladite convention et tous les actes y afférant.

la secrétaire de séance,

Dominique Plancher

la Présidente,

Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac  
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**CONVENTION DE MISE EN PLACE D'UN SERVICE COMMUN  
ASSISTANT SOCIAL DU PERSONNEL**

**ENTRE :**

**La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin** (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras cedex,

Représentée par Madame Jacqueline BOUYAC, Présidente de la Communauté, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 12 février 2024,

Désignée ci-après, par le terme « la communauté »

d'une part,

**ET :**

**La Commune ( ou le CCAS) de V**, sise **W**,

Représentée par M. **X, Y (titre)**, en vertu de la délibération du conseil municipal en date **du Z**,

Désignée ci-après, par le terme « la commune »,

d'autre part,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-4-2, qui dispose que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de leurs communes membres ou de leurs établissements publics rattachés peuvent se doter de services communs, en dehors des compétences transférées, pour l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles,

**Vu** l'avis des comités sociaux territoriaux respectifs de la communauté d'agglomération et de la commune (ou CCAS),

**Considérant** que la mission d'assistant social du personnel ne correspond pas à une compétence transférable, mais à une mission fonctionnelle, et peut donc faire l'objet de la création d'un service commun,

**Considérant** qu'il est opportun de mutualiser l'expertise acquise par la communauté d'agglomération dans l'exercice de cette mission, en en faisant bénéficier les communes ou CCAS qui le souhaitent,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

La communauté d'agglomération a décidé, en concertation avec les communes membres intéressées, de mutualiser la mission d'assistant social du personnel au sein d'un service commun.

Ce service, prend appui sur l'expérience dont dispose la CoVe dans la mise en œuvre de ce type de mission puisqu'elle a affecté depuis plusieurs années un de ses assistants sociaux sur une mission d'assistant social des agents de la CoVe. Les résultats obtenus sur cette mission, en terme de bien-



être au travail des agents suivis, d'absences évitées, de meilleure productivité, se sont comminées d'année en année.

Ainsi, les communes ou les CCAS adhérents à la convention de service commun pourraient comme la CoVe bénéficier de ce savoir-faire, sans passer par un recrutement direct.

La CoVe, la Commune de Carpentras et le Centre Communal d'Actions Sociales de Carpentras ont créé en 2017 le service commun d'assistant social du personnel auquel pourraient adhérer ultérieurement les autres communes ou CCAS membres de la CoVe qui le souhaitent.

Les conventions précédentes de service commun étant arrivées à échéance, la présente a pour objet de les renouveler, en apportant une plus grande souplesse quant à leur terme en l'assortissant d'une libre faculté de résiliation.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le périmètre des activités du service commun d'assistant social du personnel, les modalités d'organisation et de gestion des moyens matériels et des ressources humaines du service, ainsi que les conditions de facturation aux communes et CCAS.

En dehors du cas d'une nouvelle adhésion, toute évolution future, indépendante d'évolutions législatives ou réglementaires s'imposant aux parties, de l'un ou l'autre élément substantiel de la convention donnera lieu à un avenant, applicable, par principe, à chaque commune ou CCAS adhérent et nécessitant, à ce titre, l'approbation de la communauté d'agglomération et de chacune des communes et CCAS adhérentes.

## **ARTICLE 2 – PERIMETRE DES ACTIVITES DU SERVICE COMMUN**

La prestation du service commun porté par la communauté d'agglomération concerne l'accompagnement dans leurs difficultés financières, administratives, relationnelles, de santé et/ou de logement des agents des établissements et collectivités adhérentes au service commun. Il s'agit principalement d'un accompagnement individuel des agents, mais aussi, le cas échéant, de séances d'informations collectives. Le public suivi par l'assistant social du personnel comprend l'ensemble des agents titulaires (y compris en maladie), des agents contractuels en poste, des agents dans la 1<sup>ère</sup> année de leur retraite.

## **ARTICLE 3- DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU SERVICE COMMUN**

### **Article 3-1 : Transfert de personnels**

Aucun agent public n'exerçant, au sein des communes parties à la présente convention, la totalité de ses fonctions dans le service ou la partie de service faisant l'objet du service commun, il n'y a pas lieu de procéder à un transfert de personnel.

### **Article 3-2 :- Moyens humains du service commun**

Le personnel du service commun sera constitué d'un agent ayant la qualification d'assistant social à temps plein, déjà employé par la CoVe au démarrage de la convention.

Le contour de ce service en termes de moyens humains a vocation à rester stable et doit permettre de faire face à une adhésion d'un nombre important de communes membres. Il pourra toutefois évoluer en fonction des besoins et en accord avec les adhérents à la présente convention.

### **Article 3-3 : Moyens matériels du service commun**

Le service commun disposera de bureaux aménagés dans les locaux de la CoVe – 1171 avenue du Mont Ventoux – 84200 CARPENTRAS.

L'assistant social du personnel disposera d'un ordinateur personnel doté des outils bureautiques. Il aura accès à un téléphone fixe avec ligne directe et répondeur. Pour ses déplacements professionnels, il bénéficiera d'un véhicule du pool.

La commune (ou le CCAS) mettra en cas de besoin gracieusement à disposition un local adapté afin que l'assistant social du personnel puisse recevoir l'agent dans les locaux de la commune. Selon les circonstances, la commune (ou le CCAS) facilitera, notamment pour préserver la confidentialité de la démarche, le déplacement à la CoVe de l'agent suivi, pour un rendez-vous avec l'assistant social du personnel.

### **Article 3-4 : La situation des agents du service commun**

#### **Article 3-4-1 : Autorité hiérarchique, autorité fonctionnelle et délégations**

L'agent du service commun statutairement employé par la communauté d'agglomération est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle de son président.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Maire de la commune (ou du CCAS) adresse directement à l'agent, responsable du service commun les instructions nécessaires à l'exécution des tâches ou missions confiées et en contrôle l'exécution.

Il pourra donner, par arrêté, sous sa surveillance et responsabilité, délégation de signature au responsable du service commun, pour l'exécution des missions confiées au dit service.

#### **Article 3-4-2 : Gestion administrative et rémunération**

L'agent du service commun est statutairement employé par la communauté d'agglomération, qui assure la gestion de sa situation administrative et sa rémunération sauf dispositions contraires prévues par la présente convention.

Il est indemnisé par la communauté d'agglomération des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice des fonctions exercées pour son compte, suivant les règles en vigueur dans cette administration.

S'agissant du temps de travail, les communes (ou CCAS) bénéficiaires du service commun sont associées à la définition des horaires du service. Elles s'engagent à les respecter.

Dans l'hypothèse où l'agent du service commun serait victime d'un accident de service à l'occasion de l'exercice de ses missions pour le compte d'une commune, celle-ci s'engage à faciliter la procédure de déclaration et, le cas échéant, l'enquête réalisée par l'autorité hiérarchique, requise pour la reconnaissance de l'imputabilité au service.

L'agent employé au sein du service commun informe sans délai sa hiérarchie ainsi que, le cas échéant, la commune bénéficiaire, de toute absence imprévue pouvant affecter le service.

#### **Article 3-4-3 : Conditions de travail et prévention des risques professionnels**

Les missions et activités pouvant être confiées à l'agent du service commun par les communes sont formalisées au moyen d'un profil de poste, élaboré par la communauté d'agglomération et communiqué aux communes.

La communauté d'agglomération fixe les conditions de travail de l'agent du service commun et assume les responsabilités dévolues à l'autorité territoriale en matière de prévention des risques professionnels.

La commune bénéficiaire du service commun s'engage, lorsqu'il y a lieu, à :

- mettre à disposition de l'agent du service commun, en cas de besoin, des locaux adaptés pour recevoir les agents,
- lui proposer des conditions de travail conformes aux exigences de confidentialité, d'hygiène, de sécurité et de santé au travail,
- le cas échéant, autoriser l'accès aux divers lieux de travail, dans un objectif d'évaluation et de prévention des risques professionnels.

Si l'agent du service commun a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé et souhaite exercer le droit de retrait prévu aux articles 5-1 et suivants du décret n°85-603 du 10 juin 1985, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive, il en avise immédiatement sa hiérarchie qui, le cas échéant, saisit le maire de la commune où trouve à s'exercer le droit de retrait.

Le Président de la communauté d'agglomération reste compétent pour gérer la procédure d'exercice du droit de retrait, en concertation avec la commune. Cette dernière informe la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail, ou à défaut son comité social territorial, des dangers identifiés et des mesures prises pour les éviter.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention à l'agent du service mutualisé relèvent de la responsabilité exclusive de la commune bénéficiaire, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

#### **Article 3-4-4 : Droits et obligations, évaluation et discipline**

L'agent du service commun est soumis aux règles d'organisation et de fonctionnement de la commune pour le compte de laquelle il intervient. Il est tenu, à son égard, au respect des obligations des fonctionnaires telles que définies par le titre II du code général de la fonction publique (articles L121-1 à L125-3) et la jurisprudence, notamment les obligations de discrétion professionnelle et le devoir de réserve.

Dans l'hypothèse où il serait confronté à une situation engageant le devoir de désobéissance à l'égard du Maire de la commune pour laquelle il intervient, face à un ordre manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public, et dans l'impossibilité de trouver une issue avec celui-ci, il pourra faire appel à la communauté d'agglomération pour résoudre cette situation.

La commune bénéficiaire du service commun peut saisir le Président de la communauté d'agglomération d'une demande visant à mettre en œuvre une sanction disciplinaire ou un licenciement. Le cas échéant, celui-ci donne suite à la demande auprès de l'administration d'origine de l'agent, en cas de mise à disposition.

L'agent du service commun est évalué par son supérieur direct au sein de la communauté d'agglomération.

#### **ARTICLE 4 – BILAN ANNUEL**

Chaque année, l'agent responsable du service commun dresse un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, transmis aux collectivités adhérentes du service commun.

## **ARTICLE 5 – MODALITES DE REMBOURSEMENT**

### **Article 5-1 : La détermination du coût global de fonctionnement du service commun**

La communauté, en qualité de gestionnaire du service commun, déterminera le coût global de son fonctionnement, chaque année, à partir des dépenses inscrites dans le dernier compte administratif.

Les dépenses du service commun donnant lieu à remboursement sont l'ensemble des charges directes de fonctionnement permettant de faire fonctionner le service, y compris l'amortissement des matériels et logiciels affectés à ce service. Elles comprennent notamment :

- l'ensemble des charges de personnel,
- le coût de fonctionnement des locaux du service évalué forfaitairement à 1 000 € par an
- le coût de fonctionnement du matériel et des logiciels utilisés par le service (y compris amortissement)
- les coûts éventuels des contrats de prestations de service rattachées au service commun

### **Article 5-2 : La détermination des unités de fonctionnement, du coût unitaire et du coût total de la mise à disposition**

L'unité de fonctionnement choisie est le poste budgétaire. Le nombre d'unités de fonctionnement est égal au nombre de postes budgétaires pourvus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, tel qu'il est indiqué dans les documents budgétaires de chaque entité adhérente à la convention de service commun.

Le montant remboursé par la commune bénéficiaire sera donc égal au produit :

- du coût unitaire annuel de fonctionnement (égal au coût global tel que décrit au paragraphe 6-1 ci-dessus divisé par le nombre de postes budgétaires de l'ensemble des collectivités adhérentes)
- par le nombre de postes budgétaires pourvus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année par la commune bénéficiaire.

### **Article 5-3 : Délai de calcul du montant du remboursement**

Après transmission par les collectivités adhérentes des données relatives aux postes budgétaires pourvus, le coût unitaire prévisionnel sera porté par la communauté à la connaissance de la commune (ou CCAS) chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L. 1612-2 du Code général des collectivités territoriales.

Pour l'année de prise d'effet de la présente convention, le coût unitaire prévisionnel est porté à la connaissance de la commune, dans un délai de trois mois à compter de la date de prise d'effet de ladite convention.

Dans le mois qui suit la fin de l'exercice, le coût unitaire est arrêté de manière définitive, puis communiqué aussitôt à la Commune.

En cas d'adhésion en cours d'année les coûts de l'année N seront recalculés pour l'ensemble des adhérents en début d'année N+1 en prenant en compte l'intégration du nouvel adhérent au prorata temporis. Dans ce cas, la collectivité adhérente ne se voit pas appliquer le remboursement provisoire prévu à l'article 6-4 ci-après, mais uniquement le remboursement définitif opéré en N+1 à titre de régularisation de l'année N.

### **Article 5-4 : Imputation des effets de la présente convention sur l'attribution de compensation**

La communauté étant soumise au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, il a été décidé d'imputer les effets financiers de la présente convention sur l'attribution de compensation. Le montant du remboursement défini aux alinéas précédents devra donc être pris en considération lors de la communication par la communauté du montant prévisionnel de l'attribution

de compensation à la commune, avant le 15 février de chaque année, conformément à l'article précité du Code général des impôts.

Lorsque la communauté verse une attribution de compensation à la commune, les coûts de fonctionnement du service commun seront déduits des versements de l'attribution de compensation. Lorsque la communauté reçoit une attribution de compensation de la part de la commune, les coûts de la mise à disposition du service commun viennent se rajouter au reversement d'attribution de compensation.

Les modifications d'attribution de compensation opérées sur une année N comprennent ainsi :

- le remboursement provisoire de l'année N calculé sur la base du coût unitaire prévisionnel de l'année N
- la régularisation du remboursement de l'année N-1 calculée sur la base du coût unitaire définitif de l'année N-1, déduction faite du remboursement provisoire de l'année N-1.

Lorsque l'adhérent est un CCAS, l'imputation sur l'attribution de compensation n'étant pas possible, la CoVe adressera au CCAS un titre de recettes avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre au titre des remboursements décrits ci-dessus.

#### **ARTICLE 6 – DATE D'EFFET ET RESILIATION**

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature entre les parties, et pour une durée indéterminée.

La commune adhérente pourra résilier son adhésion à la convention en adressant un courrier écrit en ce sens à la CoVe, qui devra lui parvenir au moins 6 mois avant la date de retrait fixée à deux échéances possibles :

- Le 31/12 avec une notification le 30/06 dernier délai.
- Ou le 30/06 avec une notification le 31/12 de l'année N-1 dernier délai.

#### **ARTICLE 7 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE**

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait à .Carpentras,

Le :

**La Présidente de la CoVe**

**Le Maire de la Commune  
(Ou Président du CCAS)**

Jacqueline BOUYAC